



**PRÉFET  
DE L'EURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/24/113  
portant déconsignation de la somme de 85 645 €  
(quatre-vingt-cinq-mille-six-cent-quarante-cinq-euros)**  
correspondant au montant des garanties financières constituées  
conformément au b du I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement  
par la société SEFOB,  
sur le territoire de la commune de SAINT-MACLOU

**Le préfet de l'Eure  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;

**Vu** les articles L. 518-2 alinéa 2, L. 518-17 et suivants du code monétaire et financier ;

**Vu** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

**Vu** le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

**Vu** le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

**Vu** l'arrêté préfectoral modifié du 18 décembre 2015 autorisant la société SEFOB à exploiter une scierie et une installation de traitement de bois ayant prescrit l'obligation de constituer des garanties financières d'un montant de 122 351,10 € (cent-vingt-deux-mille-trois-cent-cinquante-et-un-euros-et-dix-centimes) selon un échéancier allant jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2027 ;

**Vu** le récépissé de consignation remis par la Caisse des dépôts et consignations attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'une consignation ;

**Considérant** la demande en date du 13 décembre 2024 de la société SEFOB sollicitant la déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la Caisse des dépôts et consignations, pour un montant de 85 645 € ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

## **ARRÊTE**

### **Article premier : Contexte**

L'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 abroge l'obligation de constituer des garanties financières dites du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, à la demande de la société SEFOB, SIRET n° 35094114200027, implantée 503 rue Vannée – 27210 SAINT-MACLOU, la somme constituée sous la forme de garanties financières relevant du 5° de l'article R. 516-1 précité et ses intérêts produits sont déconsignés par le service des consignations ou le pôle de gestion des consignations territorialement compétent.

### **Article 2 : Montant de la déconsignation**

Il est ordonné la déconsignation de la somme de 85 645 € (quatre-vingt-cinq-mille-six-cent-quarante-cinq-euros), augmentée des intérêts de consignation produits.

La Caisse des dépôts et consignations déconsigne au moyen d'un virement ladite somme à la société SEFOB, sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

### **Article 3 : Publicités et notification**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-MACLOU et peut y être consultée.

Cet arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de l'Eure (27) pendant une durée minimale de deux mois ([www.eure.gouv.fr](http://www.eure.gouv.fr)).

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture de l'Eure ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 : Modalités d'exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, (UBDEO Eure) et l'administrateur général des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'application et l'exécution.

Une copie du présent arrêté sera notifiée à SEFOB, sous pli recommandé avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le sous-préfet de Bernay,
- M. le maire de Saint-Maclou,
- M. l'inspecteur de l'environnement, (spécialité installations classées) (DREAL-UBDEO).

Évreux, le 18 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la  
préfecture



Alaric MALVES

